



CGT Educ'action

### **Retrait de la réforme Macron des lycées professionnels**

Les membres du CA du LP ..... réunis le ..... dénoncent la réforme structurelle du bac professionnel qui doit se mettre en place dès la rentrée 2024 sur l'ensemble des niveaux de la formation et qui se caractérise par une baisse de 170h de cours pour les élèves comme en témoigne la baisse conséquente de la DGH. Plus largement, ils condamnent le projet de réforme des lycées professionnels qui met en grave danger l'avenir scolaire et professionnel de nos élèves et va engendrer des suppressions de postes et des reconversions forcées pour les personnels.

La mise en place de groupes de niveaux en seconde et première, pourtant inefficaces à traiter la difficulté scolaire, se solde par une diminution des heures de cours des élèves et va se faire au détriment des dédoublements puisque « financée » par une partie des volumes complémentaires qui y sont habituellement consacrés. En terminale, l'arrêt de l'année scolaire en mai pour permettre la mise en place de « parcours diversifiés » ne tient pas compte du rythme d'apprentissage de nos élèves et va se traduire par la suppression de plus de 3 semaines de cours (98h). En effet, les élèves devront choisir entre un « module poursuite d'étude » et 6 semaines supplémentaires de PFMP gratifiées. Cette « réorganisation » est totalement hors-sol car elle méconnaît le rythme d'apprentissage de nos élèves et le fonctionnement de nos LP. En effet, au mois de juin partent aussi en PFMP les élèves de seconde et de première, auxquels il faut rajouter maintenant l'ensemble des secondes des lycées généraux et technologiques : cette concentration de tous les départs sur la même période va constituer un goulot d'étranglement! Par ailleurs, elle va rendre plus difficile les poursuites d'études pour nos élèves notamment avec la perte d'heures en enseignement professionnel. Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École.

De plus les fermetures et ouvertures de filières dans les établissements vont être décidées uniquement au prisme des besoins locaux des entreprises ce qui, pour nos élèves, va considérablement réduire leurs choix de formation. Les élèves seront, en quelque sorte, « assignés à résidence ». La volonté de développer des formations bac + 1 va contribuer à baisser le niveau de qualification et donc à terme le salaire de nos élèves. Pour la CGT Educ'action, il est inacceptable que la jeunesse issue des catégories sociales les moins favorisées ait pour seul avenir de devenir une main-d'œuvre sous-payée et corvéable à merci !

Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, car les lycées professionnels n'ont pas vocation à être au service des entreprises et du monde économique mais au contraire à celui de l'émancipation de nos élèves.